

Instituut voor de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand	5.080.000 EUR
Sociaal-Economische Raad	529.000 EUR
Kaleido	1.150.000 EUR"

Art. 3. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 15 december 2022.

O. PAASCH

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën

A. ANTONIADIS

De Viceminister-President,
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting

I. WEYKMANS

De Minister van Cultuur en Sport, Werkgelegenheid en Media

L. KLINKENBERG

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

Nota

Zitting 2022-2023

Parlementaire stukken: 5-3-HH2021 (2022-2023) Nr. 1 Ontwerp van decreet

5-3-HH2021 (2022-2023) Nr. 2 Verslag van het Rekenhof

5-3-HH2021 (2022-2023) Nr. 3 Verslag

5-3-HH2021 (2022-2023) Nr. 4 Tekst aangenomen door de plenaire vergadering

Integraal verslag: 12, 13, 14 en 15 december 2022 Bespreking en aanneming - Nr. 50-53

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/200773]

21 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon organisant l'octroi d'une aide aux entreprises en compensation des coûts des émissions indirectes entre 2021 et 2030

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 9 et 10;

Vu le rapport du 2 mars 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 mars 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2022;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 1^{er} avril 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu la décision de la Commission européenne du 19 décembre 2022 approuvant l'aide aux entreprises en compensation des coûts des émissions indirectes en application des lignes directrices relatives au SEQE;

Considérant qu'un plan climat et énergie en vue de lutter contre le changement climatique et de renforcer la sécurité énergétique et la compétitivité de l'UE a été adopté et que celui-ci a entraîné l'adoption de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil, afin de favoriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre GES dans des conditions économiquement efficaces et performantes;

Considérant la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil, modifiée en dernier lieu par la directive (UE) 2018/410 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2018;

Considérant la communication de la Commission 2020/C 317/04 du 25 septembre 2020 établissant des lignes directrices concernant certaines aides d'État dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2021;

Considérant que des mesures sont prévues afin de limiter le risque de fuite de carbone hors de l'UE compte tenu du niveau d'ambition dans la réduction GES de l'Europe par rapport à certains de ses partenaires commerciaux internationaux;

Considérant que la " fuite de carbone " par l'augmentation des émissions de GES conduit à accroître les émissions au niveau mondial, est susceptible de réduire à néant les efforts consentis au niveau de l'UE et de ses industries pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de lutte contre le changement climatique tout en dégradant sa position économique;

Considérant qu'en l'absence d'accord international contraignant concernant la réduction des émissions de GES, l'UE considère que de telles mesures de compensation servent un objectif environnemental en visant à éviter une augmentation des émissions mondiales de GES;

Considérant que le présent arrêté vise des mesures relatives à la mise en place d'un système d'aide en faveur des entreprises fortement impactées par les hausses du coût de l'électricité et qui sont les plus exposées à la concurrence internationale, encadré par des lignes directrices qui définissent les conditions dans lesquelles ces aides peuvent être accordées;

Considérant que le présent projet vise la poursuite de la mesure « fuite de carbone » en Région wallonne ainsi que sa mise en conformité avec les nouvelles lignes directrices européennes de manière à pouvoir notifier à la Commission un dispositif de compensation applicable sur la période 2021-2030.

Considérant l'avis favorable remis par la CWaPE (CD-22e06-CWaPE-0898) le 06 mai 2022;

Considérant l'avis favorable remis par le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (n° 1489) le 13 mai 2022;

Considérant finalement l'avis favorable remis par la Febeliec en date du 7 mai 2022;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° les lignes directrices du 25 septembre 2020 : la communication de la Commission 2020/C 317/04 du 25 septembre 2020 établissant les lignes directrices concernant certaines aides d'État dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2021, complétée par la communication de la Commission 2021/C 528/01 du 30 décembre 2021;

2° le Ministre : le Ministre de l'Economie;

3° l'administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche;

4° l'entreprise : la petite ou moyenne entreprise dont les critères de définition sont ceux visés aux articles 2 et 3 de l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ainsi que la grande entreprise, entendue comme étant une société visée à l'article 1: 5, § 2, du Code des sociétés et des associations ou constituées en vertu du droit d'un Etat membre de l'Union européenne;

5° l'unité d'établissement : l'unité d'établissement telle que définie à l'article I.2, 16°, du Code de droit économique;

6° l'installation : l'unité technique fixe, dans l'unité d'établissement, au sein de laquelle sont fabriqués un ou plusieurs produits relevant des secteurs et sous-secteurs énumérés à l'annexe I des lignes directrices;

7° les coûts des émissions indirectes : les hausses des coûts liés aux émissions de gaz à effet de serre répercutés sur les prix de l'électricité;

8° le vérificateur : l'organisme accrédité en Belgique et en dehors de la Belgique, conformément à la norme EN/ISO 14065 et au Règlement d'exécution (UE) n° 2018/2067 du 19 décembre 2018 concernant la vérification des données et l'accréditation des vérificateurs conformément à la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, ou l'organisme qui dispose d'un agrément complémentaire tel que prévu à l'article 34 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE);

9° un rapport de validation : un rapport effectué par un vérificateur et dans lequel les données fournies par l'entreprise sont analysées afin de déterminer s'il peut être indiqué avec un degré de certitude raisonnable que celles-ci sont exemptes d'inexactitudes significatives qui seraient de nature à remettre en cause le montant calculé de la compensation.

Le Ministre peut préciser les critères visés à l'alinéa 1^{er}, 4° et 8°, ou les adapter pour assurer la conformité du présent arrêté aux règles communautaires adoptées au titre des dispositions prévues aux articles 107 à 108 du TFUE ou pour adapter les législations par références y visées.

Art. 2. L'aide est octroyée annuellement, conformément aux lignes directrices, à l'entreprise, pour une ou plusieurs de ses installations ou sous-installations, pour compenser les coûts liés aux émissions de gaz à effet de serre répercutés sur les prix de l'électricité et qui sont encourus de 2021 à 2030 inclus.

L'intensité de l'aide est de septante-cinq pour cent des coûts des émissions indirectes admissibles et fixée par année civile dans laquelle ces coûts ont été encourus.

Le montant de l'aide est pondéré annuellement par le Ministre, en fonction du montant total des demandes éligibles par rapport au budget alloué pour la présente aide.

Le montant de l'aide est imputé à charge du domaine fonctionnel 096.004, compte budgétaire 85112000 de la division organique 18, centre financier 10000018, du budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 3. Le Ministre octroie une aide, conformément aux lignes directrices du 25 septembre 2020, à l'entreprise qui :

1° exploite une installation en Région wallonne active dans les secteurs visés à l'annexe I des lignes directrices;

2° n'est pas en difficulté au sens du point 2.2, de la communication de la Commission C 249/1 du 31 juillet 2014 établissant les lignes directrices concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté;

3° atteste par une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise que l'entreprise est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales ou qui s'engage à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente;

4° fournit un rapport de validation;

5° n'a pas fait l'objet d'une injonction de récupération non exécutée à la suite d'une décision antérieure de la Commission européenne déclarant une aide illégale et incompatible avec le marché intérieur;

6° rencontre les exigences visées aux points 54 et 55, a), b) ou c), des lignes directrices du 25 septembre 2020.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 3^o, l'entreprise peut être invitée par l'administration à produire les documents et des preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au sens de la réglementation.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 6^o, l'entreprise qui n'est pas visée par le point 54 des lignes directrices du 25 septembre 2020, s'engage à réaliser dans l'année de la demande ou avoir réalisé, il y a moins de quatre ans, un audit énergétique partiel ou un audit énergétique global ou une étude de préfaisabilité ou de faisabilité définis respectivement à l'article 2, 11^o, 12^o, 13^o et 14^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

Concernant l'alinéa 1^{er}, 6^o, l'entreprise peut prouver l'obligation visée au point 55, a), par la réalisation des investissements recommandés par l'audit énergétique dont le temps de retour est de trois ans ou moins pour un montant annuel au moins égal au montant de l'aide à percevoir pour l'année concernée. L'entreprise qui n'en apporte pas la preuve au moment de l'introduction de la demande d'aide, doit s'engager par écrit à réaliser dans un délai de trois ans maximum ces investissements recommandés et proportionnés à l'aide.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 6^o, l'entreprise peut prouver l'obligation visée au point 55, b), des lignes directrices par la mise en place de productions d'énergie renouvelable sur site ou à proximité de celui-ci ou par des contrats d'achat d'électricité renouvelable en apportant dans chacun des cas des certificats de garantie d'origine.

Les coûts liés au rapport de validation, visé à l'alinéa 1^{er}, 4^o, sont supportés par l'entreprise.

Le Ministre peut préciser les éléments qui permettent de vérifier les exigences, visées à l'alinéa 1^{er}, 6^o.

Art. 4. Le calcul du montant maximal de l'aide est réalisé conformément au point 28 des lignes directrices du 25 septembre 2020.

L'aide est calculée par installation. Chaque installation avec les coûts des émissions indirectes admissibles est subdivisée en une ou plusieurs sous-installations suivantes :

1^o sous-installation pour laquelle un référentiel d'efficacité pour la consommation d'électricité est applicable aux produits visés à l'annexe II des lignes directrices du 25 mars 2020;

2^o sous-installation pour laquelle le référentiel d'efficacité de repli pour la consommation d'électricité tel que visé au point 15 des lignes directrices du 25 mars 2020 est applicable au produit fabriqué.

L'aide totale concernant une installation est la somme des montants des aides par sous-installation concernée.

Art. 5. § 1^{er}. Au plus tard le 1^{er} juin de l'année civile suivant celle dans laquelle les coûts ont été encourus, l'entreprise introduit auprès de l'administration une demande d'aide en version électronique accompagnée d'une version signée sous format pdf ou sous format papier ainsi que du rapport de validation, conformément aux instructions, visées sur le site internet de l'administration.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les coûts encourus en 2021, l'entreprise introduit une demande d'aide au plus tard le 15 mars 2023.

La date d'envoi de la demande d'aide auprès de l'administration fait foi pour déterminer la date d'introduction de la demande d'aide.

§ 2. L'administration analyse l'éligibilité de la demande, et fixe le montant de l'aide.

Le Ministre décide de l'octroi de l'aide sur la base d'une proposition de l'administration.

L'aide est payée à l'entreprise au plus tard le 31 décembre de l'année civile suivant celle dans laquelle les coûts ont été encourus.

Par dérogation à l'alinéa 3, l'aide pour les coûts encourus en 2021 est payée à l'entreprise au plus tard pour le 31 mai 2023.

Art. 6. § 1^{er}. L'entreprise qui a fourni un engagement visé à l'article 3, alinéa 4, fait l'objet d'un contrôle a posteriori par les services de l'administration.

En cas de non-respect par l'entreprise de cet engagement, l'aide perçue lors de l'année concernée fait l'objet d'un recouvrement.

§ 2. En cas de délocalisation de l'entreprise hors de l'Union européenne et d'arrêt de l'activité, dont les coûts des émissions indirectes ont fait l'objet d'une aide, dans une période de cinq ans après le paiement de l'aide, l'entreprise rembourse celle-ci sauf si l'arrêt est la conséquence d'une interdiction de l'activité par les autorités publiques.

Le recouvrement a uniquement lieu pour l'aide concernant l'activité arrêtée.

§ 3. En cas de récupération de l'aide, le taux d'intérêt de référence européen pour le recouvrement des aides d'état indûment accordées est appliqué.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement wallon 7 juin 2018 organisant l'octroi d'une subvention aux entreprises en compensation des coûts des émissions indirectes, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 2021 est abrogé.

Art. 8. Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/200773]

21. DEZEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Beihilfe an Unternehmen zum Ausgleich der indirekten CO₂-Kosten zwischen 2021 und 2030

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 9 und 10;

Aufgrund des Berichts vom 2. März 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 24. März 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 31. März 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 12 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 1. April 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist keine Mitteilung des Gutachtens erfolgt ist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der Entscheidung der Europäischen Kommission vom 19. Dezember 2022 zur Genehmigung der Beihilfen an Unternehmen zum Ausgleich der indirekten CO₂-Kosten in Anwendung der EHS-Leitlinien;

In der Erwägung, dass ein Klima- und Energieplan zur Bekämpfung des Klimawandels und zur Stärkung der Energiesicherheit und Wettbewerbsfähigkeit der EU verabschiedet wurde und dass dies zur Verabschiedung der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG des Rates geführt hat, um die Reduzierung von Treibhausgasemissionen auf kosteneffiziente und wirtschaftliche Weise zu fördern;

In Erwägung der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG des Rates, zuletzt geändert durch die Richtlinie (EU) 2018/410 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. März 2018;

In Erwägung der Mitteilung der Kommission 2020/C 317/04 vom 25. September 2020 zur Festlegung von Leitlinien für bestimmte staatliche Beihilfen im Rahmen des Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten nach 2021;

In der Erwägung, dass Maßnahmen vorgesehen sind, um das Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen aus der EU angesichts der ehrgeizigen THG-Reduktionsziele Europas im Vergleich zu einigen seiner internationalen Handelspartner zu begrenzen;

In der Erwägung, dass die "Verlagerung von CO₂-Emissionen" durch erhöhte Treibhausgasemissionen zu einem Anstieg der weltweiten Emissionen führt, die Bemühungen der EU und ihrer Industriezweige zur Erreichung der globalen Klimaschutzziele zunichtemachen kann und gleichzeitig die wirtschaftliche Position der EU verschlechtert;

In der Erwägung, dass die EU in Ermangelung eines verbindlichen internationalen Übereinkommens über die Reduzierung von Treibhausgasemissionen der Ansicht ist, dass solche Ausgleichsmaßnahmen einem Umweltziel dienen, indem sie darauf abzielen, einen Anstieg der weltweiten Treibhausgasemissionen zu verhindern;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass auf Maßnahmen zur Einführung eines Systems zur Gewährung von Beihilfen an Unternehmen abzielt, die stark von steigenden Elektrizitätskosten betroffen und dem internationalen Wettbewerb am stärksten ausgesetzt sind, das durch Leitlinien eingeraumt wird, in denen die Bedingungen festgelegt sind, unter denen diese Beihilfen gewährt werden können;

In der Erwägung, dass der vorliegende Entwurf die Fortführung der Maßnahme "Verlagerung von CO₂-Emissionen" in der wallonischen Region sowie ihre Anpassung an die neuen europäischen Leitlinien zum Ziel hat, um der Kommission einen Ausgleichsmechanismus mitteilen zu können, der im Zeitraum 2021-2030 anwendbar ist.

In Erwägung der positiven Stellungnahme der CWaPE (CD-22e06-CWaPE-0898) vom 6. Mai 2022;

In Erwägung der am 13. Mai 2022 abgegebenen positiven Stellungnahme Nr. 1489 des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie;

In Erwägung der positiven Stellungnahme der Febeliec vom 7. Mai 2022;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Leitlinien vom 25. September 2020: die Mitteilung der Kommission 2020/C 317/04 vom 25. September 2020 zur Festlegung der Leitlinien für bestimmte staatliche Beihilfen im Rahmen des Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten nach 2021, ergänzt durch die Mitteilung der Kommission 2021/C 528/01 vom 30. Dezember 2021;

2° Minister: der Minister für Wirtschaft;

3° Verwaltung; der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

4° Unternehmen: das kleine oder mittlere Unternehmen, dessen Definitionskriterien in den Artikeln 2 und 3 des Anhangs I der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union aufgeführt sind, sowie das große Unternehmen als Gesellschaft, die in Artikel 1: 5 § 2 des Gesetzbuchs der Gesellschaften und Vereinigungen aufgeführt ist oder nach dem Recht eines Mitgliedstaats der Europäischen Union gegründet wurde;

5° Niederlassungseinheit: die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2. Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches;

6° Anlage: die ortsfeste technische Einheit innerhalb der Niederlassungseinheit, in der ein oder mehrere Produkte hergestellt werden, die zu den in Anhang I zu den Leitlinien aufgeführten Sektoren bzw. Teilsektoren gehören;

7° "indirekte CO₂-Kosten": die Steigerung der mit den Treibhausgasemissionen verbundenen Kosten, die auf die Elektrizitätspreise abgewälzt wird;

8° Prüfstelle: die nach der Norm EN/ISO 14065 und der Verordnung (EU) Nr. 600/2012 der Kommission vom 21. Juni 2012 über die Prüfung von Treibhausgasemissionsberichten und Tonnenkilometerberichten sowie die Akkreditierung von Prüfstellen gemäß der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates innerhalb und außerhalb Belgiens akkreditierte Einrichtung bzw. die Einrichtung, die über eine ergänzende Zulassung nach Artikel 34 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") verfügt;

9° Validierungsbericht: ein Bericht, der von einer Prüfstelle erstellt wird und in dem die vom Unternehmen gelieferten Daten analysiert werden, um herauszufinden, ob mit einem vernünftigen Sicherheitsgrad angegeben werden kann, dass diese frei von bedeutenden Unrichtigkeiten sind, die den berechneten Betrag der Ausgleichszahlung in Frage stellen würden.

Der Minister kann die in Absatz 1 Ziffern 4 und 8 genannten Kriterien präzisieren oder anpassen, um die Übereinstimmung des vorliegenden Erlasses mit den Gemeinschaftsregeln, die im Rahmen der in den Artikeln 107 bis 108 AEUV vorgesehenen Bestimmungen angenommen wurden, zu gewährleisten oder um die Gesetzgebungen durch die dort genannten Verweise anzupassen.

Art. 2 - Die Beihilfe wird in Übereinstimmung mit den Leitlinien dem Unternehmen jedes Jahr für eine oder mehrere seiner Anlagen oder Teilanlagen gewährt werden, um die mit den Treibhausgasemissionen verbundenen Kosten, die auf die Elektrizitätspreise abgewälzt werden und von 2021 bis 2030 einschließlich anfallen, auszugleichen.

Die Beihilfeintensität beträgt fünfundsiebzig Prozent der Kosten der beihilfefähigen indirekten Emissionen und wird pro Kalenderjahr, in dem diese Kosten entstanden sind, festgelegt.

Der Betrag der Beihilfe wird jedes Jahr vom Minister auf der Grundlage des Gesamtbetrags der zulässigen Anträge im Verhältnis zu den der vorliegenden Beihilfe zugewiesenen Haushaltsmitteln gewichtet.

Der Betrag der Beihilfe wird zu Lasten des Funktionsbereichs 096.004, Haushaltsrechnung 85112000 des Organisationsbereichs 18, Finanzzentrum 10000018, des allgemeinen Ausgabenhaushalts der Wallonischen Region angerechnet.

Art. 3 - Der Minister gewährt eine Beihilfe gemäß den Leitlinien vom 25. September 2020, an das Unternehmen, das:

1° eine Anlage in der wallonischen Region betreibt, die in den in Anhang I der Leitlinien genannten Sektoren tätig ist;

2° sich nicht in Schwierigkeiten befindet im Sinne von Punkt 2.2, der Mitteilung der Kommission C 249/1 vom 31. Juli 2014 zur Festlegung der Leitlinien für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten;

3° durch eine eidesstattliche Erklärung des Unternehmensleiters bescheinigt, dass es den gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung seiner Aktivität regeln, und den steuer-, sozial- und umweltrechtlichen Vorschriften und Regelungen genügt, bzw. das sich verpflichtet, sich innerhalb der von der zuständigen Verwaltung festgelegten Fristen mit diesen in Einklang zu bringen;

4° einen Validierungsbericht übermittelt;

5° nicht Gegenstand einer Rückforderungsanordnung ist, die aufgrund einer früheren Entscheidung der Europäischen Kommission zur Feststellung der Rechtswidrigkeit und Unvereinbarkeit einer Beihilfe mit dem Binnenmarkt nicht vollstreckt wurde;

6° die Anforderungen erfüllt, die unter Punkt 54 und 55, a, b oder c der Leitlinien vom 25. September 2020 aufgeführt sind.

Was Absatz 1 Ziffer 3 betrifft, kann das Unternehmen von der Verwaltung aufgefordert werden, die notwendigen Unterlagen und Belege vorzulegen, sobald die Akte im Sinne der Regelung als zulässig anerkannt wird.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 6 verpflichtet sich das Unternehmen, das nicht unter Punkt 54 der Leitlinien vom 25. September 2020 fällt, innerhalb des Jahres der Antragstellung ein partielles Energieaudit oder ein globales Energieaudit oder eine Durchführbarkeitsvorstudie oder eine Durchführbarkeitsstudie, die jeweils in Artikel 2 Ziffern 11, 12, 13 und 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") definiert sind, durchzuführen oder vor weniger als vier Jahren durchgeführt zu haben.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 6 kann das Unternehmen die Verpflichtung gemäß Punkt 55 Buchstabe *a*) nachweisen, indem es die im Energieaudit empfohlenen Investitionen mit einer Amortisationszeit von drei Jahren oder weniger für einen jährlichen Betrag, der mindestens dem Betrag der in dem betreffenden Jahr zu erhaltenden Beihilfe entspricht, durchführt. Ein Unternehmen, das dies zum Zeitpunkt der Antragstellung nicht nachweisen kann, muss sich schriftlich verpflichten, diese empfohlenen und in einem angemessenen Verhältnis zur Beihilfe stehenden Investitionen innerhalb von höchstens drei Jahren zu tätigen.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 6 kann das Unternehmen die Verpflichtung gemäß Punkt 55, *b*) der Leitlinien durch die Erzeugung erneuerbarer Energie am Standort oder in dessen Nähe oder durch Kaufverträge für erneuerbare Elektrizität nachweisen, wobei in jedem Fall Herkunftsnachweise beizubringen sind.

Die Kosten im Zusammenhang mit dem in Absatz 1 Ziffer 4 genannten Validierungsbericht werden vom Unternehmen getragen.

Der Minister kann die Elemente angeben, mit denen die in Absatz 1 Ziffer 6 genannten Anforderungen überprüft werden können.

Art. 4 - Die Berechnung des Höchstbetrags der Beihilfe erfolgt nach Maßgabe von Punkt 28 der Leitlinien vom 25. September 2020.

Die Beihilfe wird pro Anlage berechnet. Jede Anlage mit beihilfefähigen indirekten CO₂-Kosten wird in eine oder mehrere der folgenden Teilanlagen unterteilt:

1° Teilanlage, für die eine Stromverbrauchseffizienzbenchmark auf das in der Anlage II der Leitlinien vom 25. März 2020 erwähnte Produkt anzuwenden ist;

2° Teilanlage, für die die Fallback-Stromverbrauchseffizienzbenchmark für den Elektrizitätsverbrauch gemäß Nummer 15 der Leitlinien vom 25. März 2020 auf das hergestellte Produkt anzuwenden ist.

Die gesamte Beihilfeleistung für eine Anlage entspricht der Summe der jeweiligen Beihilfebeträge jeder betroffenen Teilanlage.

Art. 5 - § 1. Spätestens bis zum 1. Juni des Kalenderjahres, das auf das Jahr folgt, in dem die Kosten entstanden sind, reicht das Unternehmen bei der Verwaltung einen Beihilfeantrag in elektronischer Form mit einer unterschriebenen Fassung im PDF-Format oder in Papierform sowie den Validierungsbericht gemäß den auf der Internetseite der Verwaltung angegebenen Anweisungen ein.

In Abweichung von Absatz 1 stellt das Unternehmen für die im Jahr 2021 anfallenden Kosten bis spätestens 15. März 2023 einen Beihilfeantrag.

Zur Bestimmung des Datums, an dem der Antrag auf Beihilfe eingereicht wurde, ist das Datum der Sendung des Antrags auf Beihilfe an die Verwaltung maßgebend.

§ 2. Die Verwaltung analysiert die Zulässigkeit des Antrags und setzt den Betrag der Beihilfe fest.

Der Minister befindetet auf der Grundlage eines Vorschlags der Verwaltung über die Gewährung der Beihilfe.

Die Beihilfe wird dem Unternehmen spätestens am 31. Dezember des Kalenderjahres nach demjenigen, in dem die Kosten anfallen, ausgezahlt.

In Abweichung von Absatz 3 wird die Beihilfe für die im Jahr 2021 anfallenden Kosten dem Unternehmen spätestens bis zum 31. Mai 2023 ausgezahlt.

Art. 6 - § 1. Das Unternehmen, das eine Verpflichtung gemäß Artikel 3 Absatz 4 abgegeben hat, wird von den Dienststellen der Verwaltung nachträglich kontrolliert.

Kommt das Unternehmen dieser Verpflichtung nicht nach, so wird die in dem betreffenden Jahr erhaltene Beihilfe zurückgefordert.

§ 2. Im Falle einer Verlagerung des Unternehmens außerhalb der Europäischen Union und einer Einstellung der Tätigkeit, deren indirekte CO₂-Kosten Gegenstand einer Beihilfe gewesen sind, innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren nach Auszahlung der Beihilfe ist diese vom Unternehmen zurückzuerstatten, es sei denn, die Einstellung ist die Folge eines Verbots der Tätigkeit durch die öffentlichen Behörden.

Die Beitreibung erfolgt nur für die Beihilfe, die die eingestellte Tätigkeit betrifft.

§ 3. Im Falle einer Rückforderung der Beihilfe gilt der europäische Referenzzinssatz für die Beitreibung der unrechtmäßig gewährten staatlichen Beihilfen.

Art. 7 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 zur Gewährung eines Zuschusses an Unternehmen zum Ausgleich der indirekten CO₂-Kosten, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. März 2021, wird aufgehoben.

Art. 8 - Der Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Dezember 2022

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident,
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,

W. BORSUS

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen,
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/200773]

21 DECEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot organisatie van de toekenning van een toelage aan de ondernemingen ter compensatie van de indirecte emissiekosten tussen 2021 en 2030

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, de artikelen 9 en 10;

Gelet op het rapport van 2 maart 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 11°, van het decreet van 2014 april 1995 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 maart 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 31 maart 2022;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 1 april 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Gelet op het besluit van de Europese Commissie van 19 december 2022 tot goedkeuring van de steun voor ondernemingen ter compensatie van de indirecte emissiekosten overeenkomstig de richtsnoeren betreffende het Europese emissiehandelssysteem (EU-ETS);

Overwegende dat een klimaat- en energieplan ter bestrijding van klimaatverandering en ter verbetering van de energiezuikerheid en het concurrentievermogen van de EU is aangenomen en heeft geleid tot de aanneming van Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad, teneinde de emissies van broeikasgassen (BKG) op een kosteneffectieve en efficiënte manier te verminderen;

Gelet op Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad, laatst gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2018/410 van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2018;

Gelet op de mededeling van de Commissie 2020/C 317/04 van 25 september 2020 tot vaststelling van richtsnoeren betreffende bepaalde Staatssteunmaatregelen in het kader van de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten na 2021;

Overwegende dat er maatregelen zijn gepland om het risico van koolstoflekkage buiten de EU te beperken, gezien het ambitieniveau van Europa bij de vermindering van broeikasgasemissies in vergelijking met sommige van zijn internationale handelspartners;

Overwegende dat de "koolstoflekkage" door verhoogde broeikasgasemissies tot hogere emissies op mondiaal niveau leidt, hetgeen de inspanningen van de EU en haar industrieën om de mondiale klimaatveranderingsdoelstellingen te halen waarschijnlijk zal ondermijnen en tegelijkertijd haar economische positie zal aantasten;

Overwegende dat de EU, bij gebreke van een bindende internationale overeenkomst over de vermindering van de broeikasgasemissies, van mening is dat dergelijke compenserende maatregelen een milieudoelstelling dienen door te streven naar het voorkomen van een toename van de mondiale broeikasgasemissies;

Overwegende dat dit besluit maatregelen betreft die betrekking hebben op de invoering van een steunregeling ten gunste van ondernemingen die sterk worden getroffen door de stijging van de elektriciteitsprijs en die het meest zijn blootgesteld aan internationale concurrentie, omkaderd door richtsnoeren die de voorwaarden bepalen waaronder dergelijke steun kan worden verleend;

Overwegende dat dit project tot doel heeft de "koolstoflekkage"-maatregel in het Waalse Gewest voort te zetten alsook het in overeenstemming brengen met de nieuwe Europese richtsnoeren om de Commissie in kennis te kunnen stellen van een compensatieregeling die van toepassing is voor de periode 2021-2030;

Gelet op het gunstig advies van de CWaPE (CD-22e06-CWaPE-0898), uitgebracht op 06 mei 2022;

Gelet op het gunstig advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië) (nr. 1489), uitgebracht op 13 mei 2022;

Gelet ten slotte op het gunstig advies van Febeliec, uitgebracht op 7 mei 2022;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de richtsnoeren van 25 september 2020: de mededeling van de Commissie 2020/C 317/04 van 25 september 2020 tot vaststelling van richtsnoeren betreffende bepaalde Staatssteunmaatregelen in het kader van de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten na 2021, aangevuld met de mededeling van de Commissie 2021/C 528/01 van 30 december 2021;

2° de Minister: de Minister van Economie;

3° de Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

4° de onderneming: de kleine of middelgrote onderneming waarvan de definitiecriteria degene zijn die bedoeld worden in de artikelen 2 en 3 van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard alsook de grote onderneming, beschouwd als een onderneming bedoeld in artikel 1: 5, § 2, van het Wetboek van vennootschappen of opgericht krachtens het recht van een Lidstaat van de Europese Unie;

5° de vestigingseenheid: de vestigingseenheid zoals bedoeld in artikel I.2., 16°, van het Wetboek van economisch recht;

6° de installatie: de vaste technische eenheid, in de vestigingseenheid, waarin één of meerdere producten die onder de sectoren en deelsectoren vermeld in bijlage I van de richtsnoeren ressorteren, vervaardigd worden;

7° de indirecte emissiekosten: verhogingen van de kosten gebonden aan de broeikasgasemissies doorberekend in de elektriciteitsprijzen;

8° de verificateur: de instelling geaccrediteerd in België en buiten België overeenkomstig EN/ISO-norm 14065 en Uitvoeringsverordening (EU) nr. 2018/2067 van 19 december 2018 inzake de verificatie van gegevens en de accreditatie van verificateurs krachtens Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad, of de instelling die over een bijkomende erkenning beschikt zoals bedoeld in artikel 34 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler energiegebruik in de privé-sector (AMURE);

9° een valideringsverslag: een verslag uitgevoerd door een verificateur waarin de door de onderneming verstrekte gegevens geanalyseerd worden om te bepalen of er met redelijke zekerheid kan worden gesteld dat deze gegevens geen beduidende onjuiste opgaven bevatten die afbreuk doen aan het berekende bedrag van de compensatie.

De Minister kan de criteria bedoeld in het eerste lid, 4° en 8° nader bepalen of aanpassen om ervoor te zorgen dat dit besluit in overeenstemming is met de gemeenschapsregels vastgesteld krachtens de bepalingen bedoeld in de artikelen 107 tot 108 van het VWEU of om de wetgeving aan te passen door middel van verwijzingen daarin.

Art. 2. De steun wordt jaarlijks, overeenkomstig de richtsnoeren, aan de onderneming verleend voor één of meerdere installaties of subinstallaties om de kosten gebonden aan de broeikasgasemissies doorberekend in de elektriciteitsprijzen, die van 2021 tot en met 2030 gemaakt zijn, te compenseren.

De steunintensiteit bedraagt vijfenzeventig procent van de in aanmerking komende indirecte emissiekosten en wordt vastgesteld per kalenderjaar waarin deze kosten zijn gemaakt.

Het bedrag van de steun wordt jaarlijks door de Minister gewogen naar gelang van het totaalbedrag van de aanvragen die ten opzichte van de voor deze steun toegekende begroting in aanmerking komen.

Het bedrag van de steun wordt aangerekend op vakdomein 096.004, begrotingsrekening 85112000 van organisatieafdeling 18, financieel centrum 10000018, van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

Art. 3. Overeenkomstig de richtsnoeren van 25 september 2020 verleent de Minister een steun aan de onderneming die :

1° in het Waalse Gewest een installatie uitbaat en actief is in de sectoren bedoeld in bijlage I van de richtsnoeren;

2° niet in moeilijkheden verkeert in de zin van punt 2.2 van mededeling C 249/1 van de Commissie van 31 juli 2014 tot vaststelling van richtsnoeren inzake reddings- en herstructureringssteun aan ondernemingen in moeilijkheden;

3° met een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke van de onderneming aantoont dat ze aan de wettelijke bepalingen die de uitoefening van haar activiteit regelen en aan fiscale, sociale en milieuwetgevingen en -reglementeringen voldoet of die zich ertoe verbindt daaraan te voldoen binnen de door de bevoegde administratie bepaalde termijnen;

4° een valideringsverslag uitbrengt;

5° niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een niet-uitgevoerd bevel tot recuperatie na een eerder besluit van de Europese Commissie waarin steun die zij ontvangen heeft met de interne markt onwettig en onverenigbaar wordt verklaard;

6° aan de vereisten bedoeld in de punten 54 en 55, onder *a)*, *b)* of *c)*, van de richtsnoeren van 25 september 2020 voldoet.

Wat het eerste lid, 3°, betreft, kan de onderneming door de Administratie verzocht worden om de noodzakelijke stukken en bewijzen voor te leggen indien het dossier volgens de regelgeving als in aanmerking komend wordt erkend.

Wat paragraaf 1, 6°, betreft, verbindt de onderneming die niet onder punt 54 van de richtsnoeren van 25 september 2020 valt, zich ertoe om binnen het jaar van de aanvraag een gedeeltelijke energieaudit of een globale energieaudit of een voorhaalbaarheids- of haalbaarheidsstudie, zoals bedoeld respectievelijk in artikel 2, 11°, 12°, 13° en 14°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler energiegebruik in de privé-sector (AMURE) uit te voeren of minder dan vier jaar geleden te hebben uitgevoerd.

Wat het eerste lid, 6°, betreft, kan de onderneming de verplichting bedoeld in punt 55, *a)*, bewijzen door de in de energie-audit aanbevolen investeringen uit te voeren waarvan de terugverdientijd drie jaar of minder bedraagt, voor een jaarlijks bedrag dat ten minste gelijk is aan het voor het betrokken jaar te ontvangen steunbedrag. Indien de onderneming dit bewijs niet levert bij de indiening van de steunaanvraag, moet zij zich er schriftelijk toe verbinden deze aanbevolen investeringen binnen maximaal drie jaar en in verhouding tot de steun uit te voeren.

Wat het eerste lid, 6°, betreft, kan de onderneming de in punt 55, *b)*, van de richtsnoeren bedoelde verplichting bewijzen door ter plaatse of in de nabijheid van de locatie duurzame energieproducties op te zetten of door contracten voor de aankoop van hernieuwbare elektriciteit in elk geval door certificaten van garantie van oorsprong over te leggen.

De kosten gebonden aan het in het eerste lid, 4°, bedoeld valideringsverslag worden door de onderneming gedragen.

De Minister kan de elementen voor de controle van de eisen bedoeld in het eerste lid, 6°, nader bepalen.

Art. 4. De berekening van het maximumbedrag van de steun wordt overeenkomstig punt 28 van de richtsnoeren van 25 september 2020 uitgevoerd.

De steun wordt per installatie berekend. Elke installatie met toelaatbare indirecte emissiekosten wordt onderverdeeld in één of meerdere volgende subinstallaties:

1° subinstallatie waardoor een efficiëntiebenchmark voor elektriciteitsverbruik van toepassing is op de producten bedoeld in bijlage II van de richtsnoeren van 25 maart 2020;

2° subinstallatie waardoor een efficiëntiebenchmark voor elektriciteitsverbruik van toepassing is op het vervaardigde product bedoeld in punt 15 van de richtsnoeren van 25 maart 2020.

De totale steun betreffende een installatie is de som van de bedragen van de steunen per betrokken subinstallatie.

Art. 5. § 1. Uiterlijk op 1 juni van het kalenderjaar dat volgt op het jaar waarin de kosten zijn gemaakt dient de onderneming bij de administratie een steunaanvraag in elektronische vorm in, samen met een ondertekende versie in pdf-formaat of op papier alsook het valideringsverslag, overeenkomstig de instructies op de website van de administratie.

In afwijking van het eerste lid dient de onderneming voor de in 2021 gemaakte kosten uiterlijk op 15 maart 2023 een steunaanvraag in.

De datum van verzending van de steunaanvraag bij de administratie heeft bewijskracht om de datum van indiening van de steunaanvraag te bepalen.

§ 2. De administratie analyseert het in aanmerking komen van de aanvraag en bepaalt het bedrag van de steun.

De Minister beslist over de toekenning van de steun op grond van een voorstel van de administratie.

De steun wordt aan de onderneming betaald uiterlijk op 31 december van het kalenderjaar volgend op het jaar waarin de kosten zijn gemaakt.

In afwijking van het derde lid wordt de steun voor de in 2021 gemaakte kosten uiterlijk op 31 mei 2023 aan de onderneming betaald.

Art. 6. § 1. De onderneming die een verbintenis bedoeld in artikel 3, vierde lid, is aangegaan, is onderworpen aan een controle a posteriori door de diensten van de administratie.

Indien de onderneming deze verbintenis niet nakomt, zal de in het betrokken jaar ontvangen steun worden teruggevorderd.

§ 2. In geval van verplaatsing van de onderneming buiten de Europese Unie en van stopzetting van de activiteit waarvan de indirecte emissiekosten het voorwerp hebben uitgemaakt van een steun, binnen een periode van vijf jaar na de betaling van de steun, betaalt de onderneming bedoelde steun terug behalve indien de stopzetting het gevolg is van een verbod van de activiteit door de overheden.

De invordering wordt slechts voor de steun betreffende de stopgezette activiteit uitgevoerd.

§ 3. In geval van terugvordering van de steun wordt de Europese referentievoet toegepast voor de terugvordering van de onverschuldigd uitbetaalde staatssteun.

Art. 7. Het besluit van de Waalse Regering van 7 juni 2018 tot organisatie van de toekenning van een toelage aan de ondernemingen ter compensatie van de indirecte emissiekosten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 2021 wordt opgeheven.

Art. 8. De Minister bevoegd voor economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 december 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY